

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 27 mars 2025

<b>ZOOM : COLOMBIE – LA CRISE DU SYSTEME DE SANTE MENACE LES PLUS GRANDES ENTITES DE SANTE DU PAYS DE LIQUIDATION</b>	<b>2</b>
<b>Bolivie</b>	<b>3</b>
Les crédits de la Banque centrale en faveur de l'État ont augmenté de 3,4 Md\$.	3
L'Iran s'intéresse à l'exploitation des terres rares boliviennes.	3
<b>Colombie</b>	<b>3</b>
En février, les IDE baissent de 22 %.	3
Le coût de la dette et les incertitudes budgétaires rendent plus coûteux le financement du gouvernement.	3
<b>Equateur</b>	<b>4</b>
Depuis le premier tour des élections présidentielles, l'indice de risque pays ne cesse d'augmenter.	4
Les exportations de pétrole Oriente reprennent.	4
<b>Guyana</b>	<b>4</b>
Le Guyana signe un accord avec la Colombie afin de renforcer leurs liens commerciaux dans le secteur énergétique.	4
<b>Pérou</b>	<b>5</b>
La Banque centrale révisé à la hausse ses prévisions de croissance économique.	5
Visite du ministre délégué au Commerce extérieur et aux Français de l'étranger, Laurent Saint-Martin.	5
<b>Suriname</b>	<b>5</b>
Clôture du programme du FMI avec la dernière revue de l'accord EFF.	5
Staatsolie – la compagnie pétrolière publique du Suriname – lève 515,8 M\$ grâce à une nouvelle émission obligataire.	6
La BID accorde une ligne de crédit de 15 M\$ pour le financement des PME surinamaises.	6
<b>Venezuela</b>	<b>6</b>
L'OFAC prolonge les opérations de Chevron au Venezuela jusqu'au 27 mai.	6
Les Etats Unis imposeront des droits de douane additionnels aux pays importateurs de pétrole vénézuélien.	6
Une tonne de lingots d'or livrée à la BCV.	6

# Zoom : Colombie – La crise du système de santé menace les plus grandes entités de santé du pays de liquidation

**Le système de santé colombien traverse actuellement une crise sans précédent** : les plaintes concernant l'accès aux services de santé ont augmenté de 75 % au cours des deux dernières années, l'accès aux services médicaux est difficile, et les pénuries de médicaments sont de plus en plus nombreuses. En 2024, de nombreux établissements de santé ont fermé, entraînant la suppression et la suspension temporaire de services médicaux. **Les EPS<sup>1</sup> enregistrent plus de 3,6 Md\$ (15 000 Md COP) de dettes envers les prestataires de soins, et 1 Md\$ (4 000 Md COP) de dettes envers les fournisseurs de médicaments** – sans compter le déficit de *Nueva EPS*, en difficulté, mais dont les états financiers ne sont pas publics.

**Cette crise repose sur un déficit financier croissant des EPS, dont 80 % ne remplissent plus les exigences légales pour fonctionner.** Selon elles, l'UPC (montant que le gouvernement leur verse pour financer la prise en charge des soins de santé des affiliés) ne leur permettrait pas de fonctionner. L'augmentation de l'UPC a été fixée à 5,36 % par le gouvernement pour 2025, très légèrement supérieure à l'inflation en 2024 (5,2 %) mais bien inférieure à celle de 16,9 % demandée par les EPS pour faire face à la crise financière qu'elles affrontent. Actuellement, neuf EPS sont sous intervention (placées sous le contrôle direct de la puissance publique en raison de problèmes financiers, administratifs ou de qualité des services, afin d'éviter la faillite), dont *Sanitas*, *Nueva EPS* et *Famisanar*, qui couvrent 62,5 % de la population affiliée.

Lors du conseil des ministres tenu le 25 mars dernier, **le président Petro a soutenu que cette crise n'était pas due à un retard de paiement du gouvernement, et a réaffirmé que son administration ne paierait pas les dettes accumulées par les EPS.** Selon lui, ces entités doivent assumer leurs obligations financières ou être liquidées, conformément à la loi. Le gouvernement accuse également certains acteurs privés, comme *Audifarma*, d'accaparer les médicaments et d'appliquer des surcoûts excessifs, aggravant les difficultés du secteur. Il a déposé une plainte contre l'entreprise après la découverte de médicaments en stock alors qu'ils étaient déclarés en rupture, tout en niant la responsabilité de l'Etat quant à la pénurie de médicaments.

**Dans ce contexte, le Président Petro insiste sur la nécessité du passage de sa réforme du système de santé (une des quatre réformes emblématiques du mandat)** qui vise à supprimer le rôle des EPS en tant qu'intermédiaires financiers et à faire de l'ADRES le principal gestionnaire des fonds de santé. Cependant, cette réforme rencontre de fortes oppositions au Congrès et pourrait y être rejetée. Le Président Petro a affirmé qu'en cas de refus par le Sénat, il ne présenterait pas de nouveau projet de réforme, mais imposerait certaines mesures par décret. Il ne lui serait alors pas possible d'effectuer de changements structurels, comme de transformer les EPS en gestionnaires de santé ou de faire de l'ADRES<sup>2</sup> le seul organisme payeur du système de santé. Toutefois, les EPS privées qui ne remplissent pas les exigences d'exploitation pourraient être liquidées.

---

<sup>1</sup> Les EPS (*Entidades Promotoras de Salud*, Entreprises Promotrices de Santé) sont des organismes privés ou mixtes chargés de gérer l'assurance maladie en Colombie. Elles reçoivent des fonds publics pour financer les soins des affiliés et coordonnent l'accès aux services de santé via un réseau de prestataires.

<sup>2</sup> L'ADRES (*Administrador de los Recursos del Sistema General de Seguridad Social en Salud*, Administrateur des Ressources du Système Général de Sécurité Sociale en Santé) est l'entité publique chargée de gérer et de distribuer les ressources financières du système de santé en Colombie, notamment les paiements aux EPS et aux prestataires de soins.

# Bolivie

## Les crédits de la Banque centrale en faveur de l'État ont augmenté de 3,4 Md\$.

La Banque Centrale de Bolivie (BCB) a octroyé des crédits dits « exceptionnels d'urgence et de liquidité » à l'État. **En 2024, 11 prêts ont été accordés pour couvrir les besoins, présentés comme étant « transitoires » et « de liquidité », faisant passer le solde total de 8,9 Md\$ en 2023 à 12,3 Md\$ en 2024.** Selon les experts, cette situation découle d'un manque de recettes de l'État et d'un important problème de liquidité. Cela illustre l'importance du financement monétaire du déficit, et du rôle prédominant de la BCB dans le financement des dépenses courantes de l'État. Cependant, d'autres économistes assurent que ces opérations de crédit sont conformes à la Constitution, et qu'il n'existe aucun risque de défaut de l'État vis-à-vis de la Banque centrale, étant donné que ces transactions sont courantes, et que de nouveaux rééchelonnements peuvent être effectués en cas d'insuffisance de ressources.

## L'Iran s'intéresse à l'exploitation des terres rares boliviennes.

**Le vice-ministre bolivien des Mines, Ismael Rodríguez, s'est entretenu avec plusieurs représentants iraniens et a reçu des propositions en vue d'un accord pour l'exploitation des terres rares du pays.** Lors d'une conférence de presse, il a précisé qu'une réunion avait eu lieu le 13 mars au Service technique national de géologie et d'exploitation minière, en présence de représentants du gouvernement iranien, d'hommes d'affaires iraniens et d'autorités nationales. Selon lui, cet accord s'articulerait autour de trois axes principaux : la coopération scientifique et la recherche ; l'assistance technique sous forme de prestations de services ; et la participation d'entreprises iraniennes à des projets d'investissement

conjoint. Deux projets sont actuellement à l'étude : un sur la chaîne de montagnes Palca, qui s'étend sur plus de 16 000 hectares, et l'autre sur la colline Manomó, dans le département de Santa Cruz, où plus de 13 500 hectares pourraient être exploités.

# Colombie

## En février, les IDE baissent de 22 %.

**En février 2024, les IDE (investissements directs étrangers) en Colombie se sont élevés à 759 M\$,** présentant une chute de -14 % par rapport à janvier 2025 (883 M\$) et de -22 % par rapport à février 2024 (970 M\$). Les secteurs pétrolier et minier ont attiré 540 M\$ d'investissements, soit une baisse de -25 % en g.a. – alors qu'ils figurent habituellement parmi les plus attractifs.

Cette chute s'inscrit dans une tendance à la baisse des investissements étrangers vers la Colombie (les IDE ont atteint 10,8 Md\$ en 2024, en baisse de -17,6 % par rapport à 2023). Par ailleurs, *JP Morgan* et *Fitch Ratings* ont récemment exprimé leurs inquiétudes quant au climat d'investissement en Colombie (voir nos brèves [du 27 février](#) et [du 13 mars](#)).

## Le coût de la dette et les incertitudes budgétaires rendent plus coûteux le financement du gouvernement.

Le Comité autonome pour la règle budgétaire (Carf) et les économistes de la Banque de Bogota ont récemment signalé que les coûts de financement de l'État étaient en augmentation. Le gouvernement est notamment critiqué pour avoir trop eu recours à la vente de ses obligations sur le marché domestique (TES, *Títulos de Tesorería*), ce qui aurait provoqué une hausse des taux d'intérêt, désormais bien plus élevés qu'il y a un an. Le Carf a signalé que, bien que les TES aient récemment gagné en valeur sur le marché secondaire, leur coût d'émission sur le

marché primaire restait élevé. De plus, les économistes de la Banque de Bogota ont récemment mis en évidence un décalage entre la valeur des obligations de l'Etat colombien et celle d'autres actifs. En effet, alors que le COP et l'indice COLCAP se sont appréciés de respectivement 3,5 % et 6,8 % en février, les obligations d'Etat se sont dévaluées – le taux d'intérêt des TES à taux fixe a augmenté de 1 pdb en moyenne, alors que celui des TES à 15 ou 20 ans ont augmenté de respectivement +6 et +10 pdb.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-1,1%	28,3%	1599
Change USD/COP	-0,9%	5,8%	4153
Change EUR/COP	-1,4%	6,6%	4481
Prix du baril (Brent, USD)	4,5%	-10,8%	74,03

## Equateur

**Depuis le premier tour des élections présidentielles, l'indice de risque pays ne cesse d'augmenter.**

Depuis novembre 2024, où il avait atteint 1 360 pdb, l'indicateur EMBI de risque pays de l'Equateur avait progressivement baissé, pour s'établir à 900 pdb la semaine précédant le premier tour des élections présidentielles (ayant eu lieu le 9 février). Mais le jour suivant les élections, il a grimpé à 1 160 pdb – et il n'a eu de cesse d'augmenter depuis. Cette augmentation est liée à l'incertitude quant au résultat du second tour des élections ayant lieu le 13 avril prochain, ainsi qu'à l'échec de la concession du bloc pétrolier Sacha et à la suspension des exportations de pétrole (cf. *infra*). Le 21 mars, l'indice s'établissait à 1 550 pdb, excluant de fait le pays des marchés financiers internationaux.

## Les exportations de pétrole Oriente reprennent.

Le pétrole *Oriente* est l'un des deux types de pétrole que produit le pays (avec la variété Napo, de moindre qualité et plus lourd). **Les exportations et la production de pétrole Oriente avaient été interrompues le 13 mars, à la suite d'un glissement de terrain** qui avait causé la fissure d'un oléoduc de pétrole dans la province côtière d'Esmeraldas. Cet incident avait provoqué un déversement d'environ 25 000 bdp dans la nature – le plus important depuis 1998. Outre les dégâts environnementaux (pollution d'au moins 3 fleuves), l'accès à l'eau potable a été coupé aux foyers, et les activités liées à la pêche (principal secteur économique de la région) ont été interrompues.

## Guyana

**Le Guyana signe un accord avec la Colombie afin de renforcer leurs liens commerciaux dans le secteur énergétique.**

Dans le cadre du renforcement des relations bilatérales de deux pays dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'énergie, **le président de la Chambre de l'énergie pétrolière et gazière du Guyana (GOGEC) et le président exécutif de la Chambre colombienne du pétrole, du gaz et de l'énergie (CAMPETROL) ont signé un protocole d'accord visant à renforcer la collaboration entre les deux pays.** Les principaux axes de coopération définis dans l'accord incluent le partage de connaissances, la promotion de l'investissement et du commerce, le renforcement des capacités et la collaboration technique. Les deux organisations établiront bientôt des groupes de travail chargés d'exécuter des projets communs, et organiseront des réunions périodiques afin de suivre les progrès réalisés



et d'explorer de nouvelles pistes de collaboration.

## Pérou

### La Banque centrale révisé à la hausse ses prévisions de croissance économique.

Dans son rapport sur l'inflation du T1 2025, la Banque centrale a annoncé avoir révisé à la hausse ses prévisions de croissance économique pour 2025, de 3 % à 3,2 %. Cette amélioration s'explique principalement par une réévaluation positive de la consommation privée (+3,1 %) et de l'investissement public (+6,5 %). Toutefois, cette dynamique positive est à nuancer par une révision à la baisse des performances de certains secteurs. En particulier, la croissance du secteur de la pêche est désormais estimée à 2,2 % en 2025, un chiffre inférieur aux prévisions antérieures, tandis que l'extraction de métaux ne progresserait que de 2 %. Par ailleurs, le ministère de l'Économie et des Finances avait déjà anticipé une croissance de 3,1 % dans son Rapport Cadre Macroéconomique Pluriannuel 2025-2028, publié en août 2024. Cependant, Luis Miguel Castilla, directeur de l'*Instituto Videnza* et ancien ministre de l'Économie, souligne que cette estimation avait été réalisée avant que les risques externes ne se manifestent de manière aussi évidente.

### Visite du ministre délégué au Commerce extérieur et aux Français de l'étranger, Laurent Saint-Martin.

Laurent Saint-Martin s'est rendu en visite officielle à Lima du 21 au 23 mars. Le ministre a rencontré plusieurs Ministres et personnalités du gouvernement péruviens, parmi lesquels le ministre de l'Économie et des Finances, le ministre des Transports et Communications, le ministre de l'Énergie et des Mines, la ministre du Commerce Extérieur, et le Premier ministre Gustavo Lino Adrianzen Olaya. Il a également échangé avec une

cinquantaine d'entreprises françaises en présence de la vice-ministre de l'Économie. Il a rencontré plusieurs représentants de grandes entreprises péruviennes, et s'est rendu à la nouvelle usine d'*Expanscience* qui produit des huiles à vocation pharmaceutiques et cosmétiques. Sa visite a été ponctuée par la signature de plusieurs accords, dont un contrat entre *Engie* et *Proinversion* sur la transmission électrique, un accord sur la promotion et le renforcement du Volontariat International de Solidarité, et un arrangement pour renforcer le cadre des Volontaires Internationaux en Entreprise (VIE). Enfin, son déplacement s'est conclu par une visite du port de Callao, où il a pu découvrir les infrastructures portuaires et visiter un porte-conteneur de l'entreprise CMA CGM.

## Suriname

### Clôture du programme du FMI avec la dernière revue de l'accord EFF.

Le Conseil d'administration FMI a achevé son neuvième et dernier examen dans le cadre du programme de stabilisation économique du Suriname, entamé en décembre 2021. Cette approbation permet un décaissement immédiat de 62 M\$, dont 44,7 M\$ seront destinés au soutien budgétaire – portant ainsi le total des décaissements dans le cadre du programme à 572 M\$.

Selon le FMI, les principaux objectifs du programme ont été atteints : l'économie est en croissance, l'inflation diminue, la dette publique recule, l'autonomie et la gouvernance de la Banque centrale ont été renforcées, et la confiance des investisseurs revient. La principale priorité à court terme est de maintenir la discipline budgétaire à l'approche des élections, tout en protégeant les populations vulnérables. Désormais, le gouvernement devra renforcer le cadre budgétaire, notamment par l'opérationnalisation des règles budgétaires

récemment adoptées ; afin de permettre au pays de gérer efficacement et en toute transparence ses nouvelles ressources pétrolières, à compter de 2028.

**Staatsolie – la compagnie pétrolière publique du Suriname – lève 515,8 M\$ grâce à une nouvelle émission obligataire.**

**Ce montant dépasse de 211,7 M\$ son objectif initial de 304,1 M\$.** Les fonds serviront à financer sa participation de 20 % au projet pétrolier *offshore GranMorgu* dans le bloc 58, au large du Suriname. Cette exploitation, qui vise à produire 220 000 bpd à partir de 2028, représente un investissement total de 12,2 Md\$ – dont 2,4 Md\$ proviendraient de *Staatsolie*. Une partie des revenus refinancera également ses obligations 2020-2025 et 2020-2027. L'obligation, d'une maturité de huit ans, offre un taux d'intérêt de 7,75 % en dollars et 7,25 % en euros.

**La BID accorde une ligne de crédit de 15 M\$ pour le financement des PME surinamaises.**

La Banque interaméricaine de développement (BID) a octroyé 15 M\$ à la banque surinamaïse *FinaBank*, afin que les petites et moyennes entreprises (PME) du pays puissent y accéder sous forme de prêts. Ces derniers seront accordés aux entreprises des secteurs durables, des services, du tourisme et du secteur agricole. L'objectif est de stimuler la production surinamaïse, alors que le crédit au secteur privé ne représentait que 15 % du PIB en 2023, bien inférieur à la moyenne régionale de 47 % – et que, par ailleurs, plus d'un quart des entreprises ont indiqué que l'accès au financement était leur principal obstacle pour se développer.

## Venezuela

**L'OFAC prolonge les opérations de Chevron au Venezuela jusqu'au 27 mai.**

L'*Office of Foreign Assets Control (OFAC)*, agence du Département du Trésor états-unien, a délivré la licence générale 41B concernant le Venezuela, reportant la clôture du *wind-down* exigé pour la fin des activités de Chevron (pétrolière étatsunienne) dans le pays au 27 mai (voir [nos précédentes brèves](#)). La LG41B stipule que Chevron ne pourra pas étendre ses opérations à de nouveaux champs pétroliers sur le territoire vénézuélien. Enfin, Chevron ne sera pas autorisée à verser des dividendes, y compris en nature, à PDVSA, ou à toute entité détenue à 50 % ou plus par PDVSA.

**Les Etats Unis imposeront des droits de douane additionnels aux pays importateurs de pétrole vénézuélien.**

L'administration de D. Trump a récemment annoncé vouloir imposer des droits de douane additionnels de 25 % sur les produits des pays importants, directement ou indirectement, du pétrole ou des produits pétroliers extraits, raffinés ou exportés du Venezuela. Des dirigeants de la Chine, du Mexique et de l'Espagne se sont déjà manifesté contre cette mesure.

**Une tonne de lingots d'or livrée à la BCV.**

Le 24 mars, Nicolás Maduro a livré la première tonne d'or de l'année à la Banque centrale du Venezuela (BCV). Cette livraison, ayant pour but d'augmenter les réserves monétaires de la nation, a été annoncée lors de la cérémonie de clôture de l'*Expo Metal 2025* et du lancement du moteur minier réalisé à Puerto Ordaz, capitale de l'Etat de Bolivar, où se trouvent les principales réserves de métaux et de minéraux du pays.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2024 p	2024 p			2024 p.	2024 p.			
<b>Bolivie</b>	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
<b>Colombie</b>	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
<b>Equateur</b>	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
<b>Guyana</b>	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
<b>Pérou</b>	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
<b>Suriname</b>	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
<b>Venezuela</b>	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
<b>Argentine</b>	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
<b>Brésil</b>	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
<b>Chili</b>	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
<b>Mexique</b>	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr](mailto:sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)